



ISSN 1866-5268

ISSN en ligne 2261-2750

## Une diplomatie culturelle entre ambitions et limites de l'action officielle : l'ambassade de France à Berlin et le rapprochement culturel franco-allemand sous la République de Weimar

**Marion Aballéa**

Université de Strasbourg, France  
maballea@unistra.fr

Reçu le 03-04-2017 / Évalué le 21-05-2017 / Accepté le 30-09-2017

### Résumé

En partie paralysée dans les années suivant la Première Guerre mondiale par la persistance des rancœurs et des contentieux franco-allemands, l'ambassade de France à Berlin s'engagea, à partir de 1925-1926, dans le mouvement de rapprochement culturel qui accompagnait alors la détente entre les deux pays. Ce faisant, elle inaugurait une forme inédite de diplomatie culturelle, qui devait lui permettre d'aplanir certaines difficultés et d'assurer son influence. Notamment portées par la figure de l'ambassadeur Pierre de Margerie, ses initiatives furent nombreuses et variées. Certaines d'entre elles s'inscrivirent durablement dans la mémoire de ce premier moment franco-allemand. Elles révélaient toutefois également les limites que rencontraient, sur le terrain du dialogue culturel, une diplomatie par nature soumise aux contraintes de l'action officielle.

**Mots-clés :** ambassade, Berlin, diplomatie culturelle, entre-deux-guerres, relations franco-allemandes

### Ambitionen und Grenzen einer kulturellen Diplomatie: die französische Botschaft in Berlin und die deutsch-französische kulturelle Verständigung in den Jahren der Weimarer Republik

### Zusammenfassung

Die französische Botschaft in Berlin, die in den ersten Jahren nach dem Ersten Weltkrieg aufgrund andauernder Streitigkeiten zwischen Deutschland und Frankreich recht beschränkt war, nahm ab 1925-1926 aktiv teil an der kulturellen Annäherung, die mit der Entspannung der Beziehungen zwischen den beiden Ländern einherging. Dabei erprobte sie neue Formen kultureller Diplomatie, welche die Überwindung politischer Schwierigkeiten und die Ausweitung des Einflusses der Botschaft zum Ziel hatte. In der Ägide des Botschafters Pierre de Margerie unterstützte die französische Botschaft viele verschiedene kulturelle Initiativen, darunter einige, die bis heute im deutsch-französischen Gedächtnis geblieben sind. Sie musste aber auch mit Hindernissen kämpfen, die sich aus ihrer offiziellen Stellung ergaben, ohne diese immer ausräumen zu können.

**Schlüsselwörter:** Botschaft, Berlin, kulturelle Diplomatie, Zwischenkriegszeit, deutsch-französische Beziehungen

**Cultural diplomacy between the aspirations and limitations of official action:  
the French Embassy in Berlin and the Franco-German cultural understanding  
during the Weimar Republic**

**Abstract**

The French embassy in Berlin, which in the immediate after-war period had seen its diplomatic action partly paralyzed by resentments and disputes, entered in the mid-1920s the period of Franco-German cultural *rapprochement* that went hand in hand with the political thaw between the two countries. So doing, it launched a new kind of cultural diplomacy aimed at overcoming persisting political obstacles and reasserting its own influence. In particular under the direction of Ambassador Pierre de Margerie, this cultural diplomacy supported or initiated a variety of cultural events and projects between 1926 and 1932, among them some which left a strong imprint on the Franco-German memory. On the other hand, they also underlined the limitations on diplomats, as official agents and representatives, in what was an often informal dialogue.

**Keywords** : embassy, Berlin, cultural diplomacy, interwar period, Franco-German relations

Le 4 novembre 1926, au lendemain de la conférence donnée, devant 275 invités allemands, par Paul Valéry à l'ambassade de France à Berlin, la *Vossische Zeitung* s'enthousiasme : *l'ambassade a, par cette réception, signé la fin de la situation d'après-guerre* entre la France et l'Allemagne<sup>1</sup>. Un mois plus tôt, au Quai d'Orsay, le Service des œuvres françaises à l'étranger (SOFÉ) ne dissimulait pas l'importance que revêtait à ses yeux un événement signifiant, *par le fait, une reprise des relations intellectuelles franco-allemandes*<sup>2</sup>. Et quelques heures après le départ de son illustre hôte, l'ambassadeur Pierre de Margerie relatait pour Aristide Briand les *résultats heureux* d'une semaine valérienne dépeinte comme *une œuvre utile de propagande*<sup>3</sup>.

La visite de Paul Valéry à Berlin, du 30 octobre au 6 novembre 1926, constituait le premier grand événement culturel franco-allemand dans la capitale du *Reich* depuis l'été 1914. Elle marquait dans le même temps une implication inédite de la diplomatie française dans la promotion d'un dialogue entre les élites culturelles des deux côtés du Rhin. L'ambassade de la Pariser Platz paraissait ainsi s'engager dans ce « Locarno intellectuel » qui excédait, à maints égards, la relation strictement diplomatique entre la France et l'Allemagne. Elle y trouvait un terrain sur lequel remplir la première des missions traditionnelles de la diplomatie de résidence : rapprocher le pays qui l'envoyait et celui qui l'accueillait. Mais elle y voyait peut-être surtout une voie dérivative : à l'heure où le dialogue franco-allemand

restait en partie bouché sur les dossiers politique ou économique, il paraissait possible de s'entendre, ou de moins de discuter, par le biais de la culture. C'est d'ailleurs à cette lumière que Daniel Halévy analysa, rétrospectivement, la visite de Valéry : elle était à ses yeux l'œuvre d'un ambassadeur gêné dans ses négociations par la raideur rancunière des esprits » et recherchant, dans la venue du poète, « *un mystérieux secours qui rendît plus aisée la conduite des affaires.* (Auffray, 1976 : 487).

Cette utilisation de la culture comme outil de la diplomatie française en Allemagne apparaissait, du moins sous une telle forme volontariste, relativement inédite. Elle témoignait d'un élargissement de l'arsenal de l'action diplomatique, favorisé par les défis spécifiques de la relation franco-allemande. Mais, inscrivant les représentants officiels de la France outre-Rhin dans la dynamique plus large de la *Verständigung*, elle posait aussi la question de l'articulation entre l'action officielle d'un gouvernement et la mobilisation d'acteurs privés moins contraints qu'elle par les impératifs diplomatiques. Les succès de l'ambassade berlinoise des années 1920 en matière culturelle, mais également leur caractère souvent éphémère, doivent être analysés à cette double lumière pour saisir la manière dont la diplomatie française en Allemagne s'inséra, utilisa et contribua tout à la fois à ce premier moment de rapprochement.

### **De la retenue à la découverte d'un terrain fertile**

Alors que des initiatives promouvant un dialogue culturel franco-allemand renaissent précocement au lendemain de la Première Guerre mondiale - André Gide rencontre le romaniste Ernst Robert Curtius dès 1921, Paul Desjardins accueille Heinrich Mann aux Décades de Pontigny en pleine occupation de la Ruhr en 1923 -, la diplomatie française se tient, jusqu'au milieu des années 1920, dans une position de retenue, voire de méfiance, vis-à-vis d'entreprises qui semblent vouloir liquider un peu vite l'héritage du conflit. Elle a fait sien le principe du boycott de la science allemande, décidé par les Académies des sciences interalliées à l'automne 1918, et l'a implicitement étendu à l'ensemble du monde intellectuel. À Berlin, Charles Laurent, ambassadeur installé en juillet 1920, est peu incité à poursuivre un dialogue culturel, et moins encore *une sorte de réconciliation que trop de souvenirs cruels empêchent même d'envisager*<sup>4</sup>. Le profil de cet ancien haut-fonctionnaire de l'administration financière, sorti par Alexandre Millerand d'une retraite consacrée aux affaires, reflétait la conviction du président du Conseil selon laquelle la coopération économique était le seul terrain d'entente possible avec une nation *tenace, rusée, habile à tourner ses engagements, pleine de rancœur et rebelle à son destin.* Si tout rapprochement politique était explicitement exclu de

l'agenda diplomatique, l'idée d'un dialogue culturel n'était quant à elle pas même évoquée. À partir de janvier 1923, l'occupation franco-belge de la Ruhr eut pour conséquence la mise en quarantaine de tous les émissaires français en Allemagne. Paralisée dans son fonctionnement et enfermée dans des logiques d'affrontement, l'ambassade berlinoise n'avait ni les moyens ni l'objectif de poursuivre une entreprise de rapprochement, de quelque nature qu'elle fût.

Si l'évacuation de la Ruhr en 1925 devait alors ouvrir des perspectives nouvelles aux hommes de la Pariser Platz, l'ambassade paraissait en partie marginalisée à l'heure où les relations se réchauffaient entre Paris et Berlin. Elle était dirigée depuis la fin 1922 par Pierre de Margerie, pur produit de la Carrière<sup>5</sup> que Poincaré avait envoyé sur la Spree à la veille de l'épreuve de force. « Ambassadeur de la Ruhr », Margerie avait été, après force hésitations, conservé à son poste par le Cartel des Gauches victorieux au printemps 1924, malgré l'inflexion que ce dernier comptait donner à la politique allemande. Mais l'ambassadeur, étiqueté poincariste, fut largement tenu à l'écart du règlement des contentieux franco-allemands qui se dessina entre 1924 et 1925 : il ne fut qu'un acteur de second plan, tant dans les discussions économiques et financières qui aboutirent à la mise en place du Plan Dawes à l'été 1924 que dans le processus politique qui devait conduire aux Accords de Locarno en octobre 1925. Fils d'un professeur de philosophie de l'Université catholique de Lille, beau-frère d'Edmond Rostand, Margerie tenait en haute estime les intellectuels et possédait de solides attaches dans les milieux de la culture. Si rien ne permet d'affirmer que, conscient des impasses qu'il rencontrait sur d'autres dossiers, il s'engagea par défaut dans la voie du rapprochement culturel, force est de constater qu'il y trouva un terrain grâce auquel il pouvait replacer son ambassade au centre d'un jeu franco-allemand dont elle paraissait écartée.

Deux visites historiques engagèrent pleinement la Pariser Platz dans cette direction. La première donnait une impulsion politique lorsque le ministre français de l'Instruction publique Anatole de Monzie se rendit à Berlin en septembre 1925 pour rencontrer son homologue prussien, Carl Heinrich Becker (Marmetschke, 2005). Lancé du côté français, le projet de cette visite avait dû, pour se réaliser, vaincre les réticences d'autorités prussiennes mal disposées par la persistance du boycott de la science allemande. Si certains intellectuels allemands - Heinrich Mann notamment - plaidèrent auprès de leur gouvernement pour aplanir les difficultés, l'ambassade française à Berlin s'impliqua activement dans la préparation de la visite, et s'appliqua à renverser les derniers obstacles. Les relations de l'ambassadeur avec Becker, qui incarnait une ligne plutôt francophile dans le paysage politique allemand, étaient depuis plusieurs mois chaleureuses ; elles étaient plus intimes encore entre le ministre prussien et celui qui apparaissait comme l'éminence grise de la Pariser

Platz, Oswald Hesnard (Hesnard, 2001). L'action combinée des réseaux intellectuels franco-allemands et de la diplomatie française à Berlin parvint ainsi à convaincre de l'opportunité de la démarche tant le *Kultusministerium* prussien que l'*Auswärtiges Amt* : le 15 septembre 1925, Margerie et Hesnard accueillait le premier ministre français en exercice posant le pied à Berlin depuis Henry Waddington en 1878. Après le tête-à-tête entre de Monzie et Becker, ils prirent part, en compagnie de personnalités politiques et culturelles allemandes, au petit-déjeuner officiel qui marquait le point d'orgue de la visite. Si les discussions entre les deux ministres ne furent pas sans révéler tensions et divergences de vues, elles marquaient l'encouragement du pouvoir politique au dialogue culturel à l'œuvre. L'ambassade de la Pariser Platz avait pleinement contribué à cette première impulsion.

Un an plus tard, la venue de Valéry sur les rives de la Spree fut le contrepoint littéraire de cette visite ministérielle. Elle avait été plus personnellement encore pensée et organisée par Pierre de Margerie, dont la relation avec le poète remontait une quinzaine d'années en arrière, alors que Valéry travaillait avant-guerre pour l'Agence Havas. Profitant des réseaux du diplomate dans les milieux littéraires parisiens, elle s'était poursuivie au fil des ans alors que Valéry s'affirmait comme une des gloires littéraires - et aux yeux de certains, une sorte de poète officiel - de la France d'après-guerre<sup>6</sup>. On a sans doute aujourd'hui en partie perdu de vue l'aura qui était la sienne dans la société française, et dans l'ensemble des milieux intellectuels européens de l'entre-deux-guerres : c'est bien un monument des lettres françaises que l'ambassadeur fait venir à Berlin, expliquant l'écho retentissant de sa visite. Le succès et l'enthousiasme suscité par ce premier grand moment démontraient l'intérêt diplomatique que pouvait trouver l'ambassade dans le dialogue intellectuel, et ne pouvaient que l'encourager à poursuivre dans cette voie. La porte était ouverte pour que la diplomatie française en Allemagne prît pleinement part au rapprochement culturel franco-allemand.

### **L'âge d'or (1927-1932) : la culture comme arme diplomatique**

Son action, alors, est indissociable de la famille de Margerie. De l'ambassadeur, Pierre, qui use de ses réseaux parisiens et montre une réelle admiration pour les intellectuels et les artistes ; mais également de son fils, Roland, secrétaire de l'ambassade de 1923 à 1933. Ce dernier, excellent germaniste à la différence de son père, tient sur les bords de la Spree, avec son épouse Jenny<sup>7</sup>, un salon diplomatico-artistique où défila tout ce que le Berlin weimarien comptait d'intellectuels plus ou moins francophiles : l'écrivain pacifiste Harry Kessler, les frères Mann, Albert Einstein, le marchand d'art Bruno Cassirer, les éditeurs Samuel Fischer et Anton Kippenberg comptaient, entre autres, parmi les habitués. Cette

sociabilité salonniers contribuait à insérer la diplomatie française dans l'effervescence avant-gardiste de la République de Weimar, et trouvait sa justification dans les résultats concrets qu'elle permettait d'obtenir. Elle favorisa d'une part la diffusion des arts français en Allemagne : tandis que la maison Cassirer travaillait à la diffusion des impressionnistes et postimpressionnistes français, les hommes de lettres du salon s'attelaient à d'importantes traductions. En 1929 sont ainsi publiés en Allemagne à la fois *Les Faux-monnayeurs* de Gide et *Les Conquérants* de Malraux ; le premier était édité par la *Deutsche Verlags-Anstalt*, éditrice de Thomas Mann qui avait joué les entremetteurs, et le second traduit par Max Clauss, futur directeur du bureau berlinois du Comité Mayrisch et habitué de la maison Margerie. Le salon, passage obligé des intellectuels français se rendant à Berlin, permettait par ailleurs d'entretenir le dialogue entre les élites culturelles des deux pays : Jean Renoir pouvait y rencontrer Erwin Piscator, Claudel y discuter avec Hofmannsthal. *Grand rôle des relations, plaisir à trouver des noms connus des deux parts* résume Pierre Bertaux, heureux d'être introduit dans ce cénacle fin 1927 (Bertaux, 2001 : 110).

Sous l'impulsion des Margerie, l'action culturelle gagna ainsi en importance dans le travail de l'ambassade. Les initiatives, variées dans leurs natures, témoignaient de la diversité des formes du rapprochement culturel à l'œuvre. Elles passaient par des créations ou des publications, pour lesquelles l'ambassade et ses agents avaient déployé leurs efforts. Ainsi de la création au *Staatsoper* en 1930 du *Christophe Colomb* de Paul Claudel et Darius Milhaud<sup>8</sup>, ou de la publication simultanée en 1932, en français chez Flammarion et en allemand chez Fischer, d'une biographie de Briand par Victor Margueritte. Plus régulièrement, l'ambassade encourageait, patronnait, voire organisait la venue à Berlin d'innombrables figures intellectuelles françaises. Roland de Margerie y travaille autant qu'il s'y épuise : *trop de compatriotes, pianistes et prix Nobel, conférenciers ou gens du monde. (...) On se rappelle avec regret les temps de la Ruhr où du moins l'on ne voyait personne* ironise-t-il<sup>9</sup>. Le défilé des personnalités est en effet aussi hétéroclite qu'ininterrompu : les auteurs de la *NRF* y figurent en bonne place, mais côtoient Yvette Guilbert, qui donne un récital *Pariser Platz* en 1929, le dramaturge Henri Bernstein, reçu l'année suivante, ou encore les artistes des Folies Bergères ou du Moulin Rouge. Pierre de Margerie professe des goûts très classiques en matière d'art et de culture, et confesse ses réserves vis-à-vis de *certaines peintres et sculpteurs français d'avant-garde dont [il] sera[it] bien fâché de posséder les œuvres* ; mais il montre un respect remarquable de la liberté de l'expression artistique. *Je ne sache pas qu'il y ait une vérité littéraire officielle pour l'étranger et que ce soit déprécier la France que de préférer certains auteurs à d'autres* rétorque-t-il, visiblement agacé, lorsque le Quai d'Orsay lui reproche d'avoir patronné de sa présence une conférence où le jeune Marcel

Raval avait tourné en dérision la figure d'Anatole France<sup>10</sup>. Dans un autre registre, cette ouverture l'amène à s'intéresser à la diffusion en Allemagne d'une couture française perçue comme outil de rayonnement diplomatique : la réception de Coco Chanel en mars 1930 est restée dans les mémoires ; l'année suivante, l'ambassade participe à l'organisation d'une « *manifestation de propagande française* » sous la forme d'un défilé de la Maison Lanvin dans les salons de l'Hôtel Adlon, qui lui fait face sur la Pariser Platz<sup>11</sup>.

Ces visites ne constituent toutefois qu'un pan de l'activité culturelle de l'ambassade. Celle-ci s'investit également dans le soutien d'initiatives moins strictement intellectuelles, et notamment dans les programmes d'échanges ou de dialogue entre associations. Anciens combattants, milieux catholiques et organisations de jeunesse retiennent ici particulièrement son attention. Les premiers recherchent notamment le soutien de l'ambassade pour organiser des rencontres sur les champs de bataille, qui nécessitent l'octroi de visas aux ressortissants allemands. Après avoir été longtemps hésitant sur la question - il craignait les incidents qui pourraient éclater entre la population française et les anciens combattants allemands -, Margerie est finalement convaincu de l'importance de ces rencontres, et ordonne à ses services de favoriser la délivrance de visas. Lui-même fervent catholique et possédant de nombreuses relations dans les milieux intellectuels catholiques, l'ambassadeur est plus à son aise lorsqu'il s'agit de soutenir le dialogue entre ses coreligionnaires. Si son ambassade n'est pas directement impliquée dans la genèse de l'importante rencontre entre catholiques français et allemands qui eut lieu à Berlin en décembre 1929, l'ambassadeur, ami intime de deux des principaux membres de la délégation française - Wladimir d'Ormesson et Jean Brunhes - put l'appuyer de son soutien, et suivre de près des débats se déroulant pourtant à huis-clos<sup>12</sup>. L'implication de l'ambassade en faveur d'un dialogue de la jeunesse franco-allemande apparaît peut-être plus originale. Elle avait été particulièrement précoce : dès la fin 1924, la Pariser Platz avait rendu possible une initiative de la Ligue allemande des droits de l'homme qui avait imaginé l'envoi durant quatre mois, dans des familles françaises, de plusieurs dizaines d'enfants allemands, majoritairement orphelins de guerre<sup>13</sup>. La démarche était autant pédagogique qu'humanitaire : elle visait à mettre sous les yeux des Français la misère dans laquelle la guerre avait plongé l'Allemagne, à démontrer aux Allemands la bienveillance de familles françaises prêtes à prendre soin de leurs enfants, et à requinquer de jeunes Allemands dans un état sanitaire souvent médiocre. Margerie avait dû, pour voir ce projet se concrétiser, vaincre les frilosités d'un Quai d'Orsay réticent, craignant que l'exposition en France de la misère allemande ne vienne donner de la consistance à l'argument d'insolvabilité opposé par le gouvernement berlinois aux

réparations. Le renversement politique de cet obstacle au tournant de 1924-1925, facilité par la mise en place du Plan Dawes, ouvrait la voie à d'autres échanges des jeunes franco-allemandes dans la seconde moitié de la décennie.

C'est d'ailleurs dans un même souci de favoriser la compréhension franco-allemande par la jeunesse que l'ambassade se lança, au tournant des années 1930, dans un projet d'un autre type qui devait rester comme sa principale contribution institutionnelle au « Locarno intellectuel » : celui de la Maison académique française (Bosquelle, 2005). Ses architectes principaux en furent Pierre de Margerie d'une part, Oswald Hesnard d'autre part<sup>14</sup>. L'ambassadeur voyait dans cet établissement, qui devait favoriser la venue à Berlin d'étudiants et de jeunes chercheurs français en leur offrant des conditions de recherche optimales, un moyen de terminer sa mission sur une note positive, offrant un heureux contraste avec les difficultés de son installation. Il s'attacha à surmonter les réticences de la diplomatie allemande, qui y voyait un établissement de propagande, et se démena pour trouver le lieu idéal : c'est lui qui signa, le 20 mai 1930, le bail de la maison bourgeoise qui devait accueillir, dans le quartier de Wilmersdorf, les jeunes intellectuels français. Hesnard, quant à lui, en sa qualité d'universitaire, se chargea d'établir les liens avec les établissements français qui pouvaient servir de viviers - l'École normale supérieure en premier chef - et prit en charge la direction de l'établissement (Hesnard, 2011 : 579). En divergence de vues avec André François-Poncet, qui succéda à Margerie en septembre 1931, il quitta Berlin fin 1932, et fut remplacé à la tête de la Maison académique par Henri Jourdan, jeune normalien germaniste très engagé dans les échanges de jeunesse franco-allemands et à ce titre déjà bien connu Pariser Platz. Ce dernier reçut le titre, alors inédit, d'*attaché culturel de l'ambassade de France*. Si l'installation du régime national-socialiste devait rendre délicat le fonctionnement de la Maison après 1933, l'institution resta ouverte jusqu'à 1939, et tient une place particulière dans la mémoire intellectuelle franco-allemande pour avoir accueilli, parmi ses premiers pensionnaires, les jeunes Raymond Aron (1931-1933) et Jean-Paul Sartre (1933-1934). Elle fut peut-être la marque la plus visible de l'implication de l'ambassade berlinoise dans le rapprochement intellectuel franco-allemand.

### Les limites d'une « diplomatie culturelle » avant l'heure

Cette activité déployée dans des directions variées ne fut jamais théorisée ni synthétisée par l'ambassade berlinoise comme une œuvre de « diplomatie culturelle ». Si le Quai d'Orsay avait de longue date pensé la culture comme une arme de l'arsenal diplomatique français, cela n'avait trouvé que des échos lointains dans son réseau d'ambassades, où, comme à Berlin, il faut attendre le milieu des

années 1930 pour voir l'apparition d'un « attaché culturel » - formule recouvrant d'ailleurs plus un titre visant à asseoir le détenteur vis-à-vis des autorités locales qu'un poste spécifique nouvellement créé. Si elle fut dynamique, l'action culturelle de la Pariser Platz weimarienne fut ainsi surtout intuitive. Trait essentiel, elle fut majoritairement d'initiative berlinoise. Rares sont les consignes parisiennes qui en fassent mention ou visent à l'orienter. Si un dialogue s'établit naturellement avec le SOFE, la correspondance de l'ambassade avec Paris sur les questions culturelles révèle surtout la persistance, au sein du Quai d'Orsay briandiste, de défiances qu'il appartient aux hommes de l'ambassade de contribuer à dissiper : les prises de parole berlinoises de conférenciers français difficilement contrôlables suscitent autant d'inquiétude que les voyages en France d'anciens combattants allemands ravivant les mauvais souvenirs. Si elle ne se construit pas contre Paris, la « diplomatie culturelle » de la Pariser Platz, imaginée et déployée à Berlin, s'affirma dès lors comme une diplomatie à la fois autonome et autochtone.

La place qu'occupaient les questions culturelles dans l'action diplomatique plus globale de l'ambassade expliquait en partie cet état de fait. Son investissement en faveur du dialogue culturel était en effet intimement lié aux difficultés qu'elle rencontrait sur d'autres dossiers, d'abord parce qu'elle avait été tenue à l'écart de la concertation politique de la seconde moitié des années 1920, ensuite parce que les contentieux franco-allemands se multipliaient et apparaissaient de plus en plus insurmontables au début des années 1930. Pour conserver sa place et son influence, l'ambassade usa donc de l'action culturelle comme d'une stratégie dérivative : elle y trouvait un terrain où elle déployait une action autonome, et qui permettait de contourner certaines impasses. Mais comment ne pas voir également son soutien au rapprochement culturel comme un engagement par défaut ? C'est bien faute d'avoir trouvé leur place dans le train qui avait mené les diplomates à Locarno<sup>15</sup> que Margerie et ses hommes se replièrent sur le « Locarno intellectuel ». Malgré ses succès, l'action culturelle de l'ambassade apparaissait alors comme un supplétif - voire un palliatif - qui connut quelques coups d'éclat, mais pesa peu, à moyen terme, sur la qualité de la relation franco-allemande. Le caractère éphémère de beaucoup de ses initiatives est peut-être à comprendre à cette lumière.

Surtout, l'action culturelle de l'ambassade de la Pariser Platz est à replacer dans le contexte plus large du bouillonnement intellectuel franco-allemand des années 1925-1932, qui excède de loin la relation diplomatique entre les deux pays. La comparaison et l'articulation de la « diplomatie culturelle » de l'ambassade avec le foisonnement concomitant des initiatives privées mettent alors au grand jour les limites de son action. D'abord parce que celle-ci était strictement limitée par les contours de la ligne officielle : l'encouragement de la Pariser Platz au dialogue

ne peut jamais aller jusqu'à une liquidation des héritages du conflit, et donc une renonciation au Traité de Versailles, ou même un aménagement de ses clauses. Ce tabou réduit l'horizon de ses possibilités, et, surtout, la coupe de certains milieux moteurs de la *Verständigung*. L'ambassade ne put ainsi entretenir que des relations distantes avec les mouvements pacifistes, français comme allemands, dont la rhétorique apparaissait, implicitement ou explicitement, révisionniste. De même, son action fut dépassée par une partie de l'avant-garde intellectuelle de gauche, qui en appelait à un « effacement de l'ardoise » auquel évidemment elle ne pouvait souscrire. Elle put alors apparaître frileuse ou opportuniste à des acteurs qui l'avaient souvent devancée sur la voie du dialogue culturel, avaient constaté qu'ils pouvaient agir sans sa médiation, et avaient tissé leurs propres réseaux.

Les relations complexes de l'ambassade avec le Comité franco-allemand d'informations et d'études (Comité Mayrisch), et avec sa principale figure berlinoise, Pierre Viénot, témoignent de la délicate articulation entre les initiatives privées et l'action officielle. Viénot avait été reçu à Berlin par Margerie dès mai 1925, avant même que ne soit lancée, avec la collaboration et le support financier de l'industriel luxembourgeois Émile Mayrisch, l'idée du Comité devant faciliter la compréhension réciproque des élites - essentiellement économiques - franco-allemandes. C'est en concertation étroite avec la Pariser Platz que le projet fut élaboré dans les mois qui suivirent, Margerie plaidant même pour un soutien financier du Quai d'Orsay. Lorsque, après la création du Comité en mai 1926, Viénot s'installe à Berlin, il devient naturellement un visiteur familier de l'ambassade, se lie d'amitié avec plusieurs de ses agents, qu'il fait profiter des riches réseaux berlinois du Comité. Mais, se décrivant lui-même comme un *ambassadeur privé*<sup>16</sup>, il n'est pas également sans concurrencer l'action de la Pariser Platz, dans la transmission de nouvelles dont il alimente le Quai d'Orsay comme dans la diffusion d'une parole française autorisée à Berlin, moins contrainte par la ligne officielle que celle des diplomates. Ceux-ci s'agacent de certaines sorties de Viénot, et tournent en dérision sa conviction que les querelles franco-allemandes relèveraient essentiellement d'un malentendu psychologique<sup>17</sup> : ils ont, sur leurs bureaux, des piles de dossiers traitant des contentieux très concrets qui opposent les deux pays. À l'inverse, Viénot regrette ce qu'il perçoit comme des frilosités de Margerie ou de ses subordonnés, notamment lorsque ceux-ci montrent des réticences à contredire les penchants germanophobes d'une partie de la presse française. Au final, si les actions de Viénot et de l'ambassade en faveur du dialogue franco-allemand se croisèrent sans cesse entre 1926 et 1929, si elles se complétèrent parfois et purent profiter ponctuellement l'une à l'autre, elles ne furent jamais concertées et contribuèrent épisodiquement à brouiller le jeu français dans la capitale allemande : l'ambassade vit sans trop de peine Viénot quitter Berlin fin 1929.

L'exemple souligne la difficulté à faire converger l'action officielle de la diplomatie française à Berlin avec la multitude des initiatives privées contemporaines. Aux yeux de beaucoup, les formes inédites que prenait alors le rapprochement témoignaient précisément de la nécessité d'un dialogue entre hommes de bonne volonté, hors de l'implication des gouvernements et de leurs diplomates. Pris dans cette contradiction, l'engagement de la Pariser Platz dans l'action culturelle devait résoudre une délicate équation : trouver sa place dans une dynamique qui excédait l'action diplomatique et, parfois, se revendiquait comme alternative à la diplomatie. Elle releva le défi aussi bien par inclination personnelle de ses membres que parce qu'elle y vit un moyen de restaurer son influence sur la relation franco-allemande. Elle fut ainsi, sur la scène berlinoise, un acteur majeur de ce premier moment de rapprochement culturel franco-allemand : plusieurs des images restées inscrites dans la mémoire comme symboles de cette période dorée ont pour décor ses salons ou ses jardins. Elle permit aussi de donner une consistance nouvelle à l'action culturelle des postes diplomatiques à l'étranger, et, empiriquement, d'en faire une des missions centrales des grandes ambassades ; l'héritage en fut recueilli après 1945, lorsque tous les grands postes du réseau français se dotèrent de services culturels. Pour autant, son action ne bouleversa pas le cours de la relation franco-allemande, et ses initiatives pour le dialogue culturel refluèrent dès que les contentieux politiques redevinrent insolubles, soulignant, si besoin en était, qu'elles leur restaient subordonnées. Comme le reste du « Locarno intellectuel », son travail avait surtout reposé sur un rapprochement des élites, et peu infusé au sein des deux sociétés. La diplomatie franco-allemande d'après-guerre devait s'en souvenir, et travailler dès les années 1950 à faire du rapprochement culturel un rapprochement des peuples. Des deux côtés du Rhin, les postes diplomatiques furent alors mobilisés. Ils purent orienter leur action au regard des succès et des limites qu'avait rencontrés l'ambassade de la Pariser Platz. Rayée de la carte depuis les bombardements de 1945, celle-ci laissait ainsi place au dialogue culturel franco-allemand que les photos jaunies de quelque conférence historique.

### Bibliographie

- Auffray, B. 1976. *Pierre de Margerie et la vie diplomatique de son temps*. Paris : C. Klincksieck.
- Bertaux, P. 2001. *Un normalien à Berlin. Lettres franco-allemandes 1927-1933*. Asnières : PIA.
- Bosquelle, D. 2005. La Maison académique français à Berlin. In: Bock, H-M. et Krebs, G. (dir.). *Échanges culturels et relations diplomatiques. Présences françaises à Berlin au temps de la République de Weimar*. Asnières : PIA, p. 143-156.
- Hesnard, O. 2011. *À la recherche de la paix. France-Allemagne : les carnets d'Oswald Hesnard 1919-1931*, édité par J. Bariéty. Strasbourg : Presses universitaires de Strasbourg.

Marmetschke, K. 2005. Un tournant dans le rapprochement franco-allemand ? La rencontre entre C-H. Becker, ministre de l'Éducation en Prusse, et Anatole de Monzie, ministre de l'Instruction publique en France, en septembre 1925 à Berlin. In: Bock, H-M. et Krebs, G. (dir.). Échanges culturels et relations diplomatiques. *Présences françaises à Berlin au temps de la République de Weimar*. Asnières: PIA, p. 35-50.

Sonnabend, G. 2005, *Pierre Viénot (1897-1944): ein Intellektueller in der Politik*. Munich : Oldenbourg.

## Notes

1. *Vossische Zeitung*, 4 novembre 1926 : « *die Botschaft hat durch diesem Empfang das Ende des Nachkriegszustandes zum Ausdruck gebracht* ».

2. Centre des archives diplomatiques de Nantes (ci-après CADN), 83PO/C/185, SOFE à P. de Margerie, 4 octobre 1926.

3. *Ibid.*, P. de Margerie à A. Briand, 9 novembre 1926.

4. Archives du ministère des Affaires étrangères - Centre de la Courneuve (ci-après AMAE-La Courneuve), 78CPCOM/396, Instructions d'A. Millerand à Ch. Laurent, 29 juin 1920.

5. Entré au Quai d'Orsay en 1883, Margerie avait été notamment directeur des Affaires politiques durant la guerre. Il était ambassadeur à Bruxelles lorsque Poincaré le nomma à Berlin en décembre 1922.

6. Notamment à la faveur de la publication de *La Crise de l'esprit* en 1919, du *Cimetière marin* en 1920, puis du recueil *Charmes* en 1922. Valéry prend la présidence du Pen Club français en 1924, puis est élu à l'Académie française en novembre 1925, au fauteuil d'Anatole France.

7. Née Jenny Fabre-Luce, elle était la sœur de l'écrivain Alfred Fabre-Luce et jouissait de réseaux familiaux dans les milieux littéraires.

8. Les réseaux de Claudel au sein du Quai d'Orsay avaient contribué à la mobilisation dans cette affaire d'une ambassade berlinoise par ailleurs liée à Darius Milhaud depuis qu'un des amis intimes du compositeur, Henri Hoppenot, y avait servi entre 1926 et 1927.

9. AMAE-La Courneuve, 270PAAP/18, R. de Margerie à H. Hoppenot, 28 mai 1927.

10. CADN, 83PO/C/185, P. de Margerie au SOFE, 7 décembre 1927.

11. *Ibid.*, 83PO/Supplément/265, novembre 1931.

12. AMAE-La Courneuve, 78CPCOM/739.

13. CADN, 83PO/Supplément/139.

14. *Ibid.*, 83PO/B/463.

15. Exception faite d'Hesnard, présent à Locarno et qui y servit de médiateur actif entre les délégations française et allemande. Mais il agissait ici en émissaire personnel de Briand, dans le dos de l'ambassade berlinoise et de Pierre de Margerie.

16. P. Viénot à sa mère, 8 octobre 1926 (cité in Sonnabend 2005 : 150).

17. P. Viénot à P. de Margerie, 23 juin 1925 (cité in Auffray 1976 : 482).